

Sommaire

page 1	Edito:	«Ceux qui ne peuvent se rappeler le passé sont condamnés à le répéter»
page 2	Projet:	Renouvellement du soutien financier à notre partenaire en Grèce pour l'année 2026
page 3	Projet:	Les mots de Mohammad Issa, le directeur de Yes Theatre, suite à la prise de position de l'Assemblée générale de la FGC sur la Palestine
page 4	Projet:	Soutien aux étudiant·es en soins infirmiers au Nicaragua
page 5	Analyse:	De la Suisse à l'Argentine: un tsunami de solidarité
page 6	Brèves:	Assemblée générale de la CSSR La Suisse fidèle à ses habitudes en matière de coopération internationale Appel au boycott MEPHA-TEVA

Edito

«Ceux qui ne peuvent se rappeler le passé sont condamnés à le répéter»

George Santayana

Cuba fait les gros titres depuis le début de l'année. Crise énergétique, pénuries, tensions... Mais une fois encore, l'essentiel passe au second plan. Car ce que l'on découvre comme une crise nouvelle est en réalité le produit d'une politique vieille de plus de 60 ans: un blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis.

Loin d'être abstrait, ce blocus est une violence quotidienne. Il empêche l'achat de médicaments, freine l'accès aux technologies, entrave les échanges et complique jusqu'aux opérations bancaires les plus élémentaires. La réalité cubaine aujourd'hui est terrible. Les pénuries de carburant entraînent des coupures d'électricité massives. Dans les hôpitaux, le personnel doit ventiler manuellement les patient·es sous respirateur et lutter pour maintenir en vie les prématuré·es dans les couveuses. Une population entière est prise en étau par une politique d'asphyxie. Peut-on encore parler de «pression légitime»?

Cette situation ne tombe pas du ciel: si Cuba est ciblée, ce n'est ni pour ses ressources ni pour sa puissance mais parce qu'elle incarne

une alternative. Malgré les difficultés, elle a fait le choix de défendre des droits fondamentaux comme la santé et l'éducation, tout en affirmant sa souveraineté face aux logiques d'ingérence. Son histoire est celle d'une lutte contre l'impérialisme et les héritages du colonialisme. En refusant de se soumettre, l'île est devenue un symbole de dignité pour de nombreux peuples — et, pour cette raison même, une cible.

Malgré ces obstacles, Cuba n'a cessé de faire de la solidarité un pilier de son action. Brigades médicales face à Ebola, face à la Covid-19, interventions après des catastrophes naturelles de Haïti à la Turquie: autant d'exemples d'un engagement constant. À cela s'ajoute l'École latino-américaine de médecine, qui forme gratuitement ou à faible coût des milliers de médecins au service des populations les plus défavorisées. Cet internationalisme, le monde ne peut pas l'oublier.

Et pourtant, la communauté internationale détourne aujourd'hui le regard. Chaque année, une large majorité d'États condamne le blocus à l'ONU. Chaque année, rien ne change. Par peur des sanctions, trop de gouvernements choisissent l'inaction, acceptent que l'injustice se répète, détournent le regard.

Cependant, la solidarité demeure. Des collectifs et des citoyen·nes s'engagent pour soutenir le peuple cubain et briser son isolement. Une preuve récente: le convoi Nuestra América, qui a réussi à acheminer au mois de mars des tonnes d'aide humanitaire — celle que le Nord refuse d'accorder.

Bref, Cuba n'est pas seulement un pays en crise. Elle est un rappel: la dignité ne se négocie pas, et face à l'injustice, le silence et l'oubli ne sont jamais neutres.

Luisa Sanchez,
présidente

Renouvellement du soutien financier à notre partenaire en Grèce pour l'année 2026

par Timothée Binoth, chargé de projet

Bien que la coopération au développement soit traditionnellement envisagée comme une aide à long terme à destination des pays du Sud, l'augmentation de la précarité et de la pauvreté dans de nombreux pays du Nord nous invite à repenser ce modèle. Il est en effet devenu de plus en plus nécessaire de soutenir des actions dans des pays dits développés où les conditions de vie de certaines franges de la population, notamment les personnes migrantes, ne cessent de se détériorer.

Dans cette optique, la CSSR vient de renouveler son soutien financier à l'Ananda Marga Universal Relief Team Ladies (AMURTEL). Cette association, installée dans un quartier du centre d'Athènes, est spécialisée en santé materno-infantile. Son personnel médical assure le suivi de femmes migrantes du début

de leur grossesse jusqu'à deux ans après leur accouchement. Les patientes étant issues de nombreux pays, l'AMURTEL travaille avec des interprètes afin de s'assurer que ces femmes connaissent leurs droits, les démarches à entreprendre pour pouvoir accoucher dans les hôpitaux grecs ainsi que les services de santé spécialisés vers lesquelles s'orienter en cas de besoin.

De plus, plusieurs ateliers traitant de thématiques aussi diverses que la planification familiale, les violences basées sur le genre ou encore l'allaitement sont organisés. Certains sont d'ailleurs animés par des paires, des femmes ayant vécu un parcours migratoire et connaissant bien les services de l'association. Elles apportent également un soutien émotionnel aux mères et futures mères, permettant ainsi d'avoir une approche communautaire.



Atelier pour les mères, Athènes, 2025 ©AMURTEL

La Grèce a récemment encore durci sa politique migratoire puisque le Parlement a adopté en juillet 2025 une loi qui a pendant trois mois autorisé le renvoi, sans examen de la demande d'asile, des personnes en provenance d'Afrique du Nord. Concrètement, cela implique que ces dernières ne pouvaient bénéficier d'aucun statut légal provisoire et par conséquent d'aucun accès aux soins de base. Le Parlement a ensuite adopté en septembre 2025 une autre loi qui prévoit des peines de prison de plusieurs années pour les demandeur-ses d'asile débouté-es qui restent sur le territoire grec. Dans un tel contexte, les associations de défense des migrant-es offrent une aide sanitaire et juridique que les services publics sont de plus en plus réticents à fournir. Face à cette situation, la CSSR ne pouvait que réitérer son soutien à son partenaire grec.



Atelier pour les mères, Athènes, 2025 ©AMURTEL

Les mots de Mohammad Issa, le directeur de Yes Theatre, suite à la prise de position de l'Assemblée générale de la FGC sur la Palestine

Les organisations membres de la FGC, réunies en assemblée générale, ont validé en décembre dernier une prise de position pour dénoncer le génocide à Gaza ainsi que l'intensification de l'accaparement des terres en Cisjordanie occupée (voir notre précédent bulletin). Alors que les massacres des Gazaoui-es continuent dans l'indifférence générale six mois après un cessez-le-feu en trompe-l'œil et que les violences en Cisjordanie augmentent, les mots de Mohammad Issa nous rappellent l'importance de faire du plaidoyer politique pour la défense des droits du peuple palestinien.



Atelier de dramathérapie, Bande de Gaza, 2026 ©YT

Nous apprécions profondément la décision de l'Assemblée générale de la FGC de prendre clairement position en faveur du peuple palestinien. Dans des moments comme ceux-ci, de telles manifestations de solidarité revêtent une importance considérable, non seulement au niveau institutionnel, mais aussi pour les communautés et les organisations qui œuvrent sur le terrain dans des conditions extrêmement difficiles.

Veuillez transmettre nos sincères remerciements à la CSSR, à Madre Tierra Suisse et aux organisations membres de la FGC pour leur engagement et

leur courage dans la promotion de cette déclaration. Votre soutien au peuple palestinien ainsi qu'à notre projet est vraiment apprécié. Il renforce notre détermination à poursuivre notre travail et à servir nos communautés avec dignité et persévérance. Nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration et resterons en contact étroit concernant nos activités en cours et leur impact.

*Avec gratitude et respect,
Mohammad Issa, Directeur de Yes Theatre*

Soutien aux étudiant·es en soins infirmiers au Nicaragua

Alors que nous avons essuyé deux refus de la part de la Fédération genevoise de coopération pour le soutien de notre projet au Nicaragua, à Matagalpa, visant un appui à la formation en soins infirmiers (voir notre précédent bulletin), notre partenaire nous a fait parvenir le message reproduit ci-dessous. De notre côté, nous poursuivons la recherche de petits montants solidaires, hors des fonds publics.



Distribution de kits medico-chirurgicaux aux étudiant·es infirmier·ères, 2021 ©UNAN

Cher·ères membres de la CSSR,

Nous vous adressons nos salutations cordiales au nom de la communauté universitaire de l'UNAN MANAGUA CUR Matagalpa. Par la présente, nous tenons à vous exprimer notre sincère gratitude pour la précieuse coopération que vous avez apportée à nos étudiant·es dans le domaine des soins infirmiers.

Tout au long de la période durant laquelle vous nous avez apporté votre soutien, votre contribution a été essentielle au développement et à la réussite de nos initiatives éducatives et pratiques dans le domaine des soins infirmiers.

Ce soutien a constitué une occasion unique de renforcer la formation professionnelle, d'élargir les connaissances pratiques et d'encourager l'engagement social dans le domaine de la santé. La collaboration de la CSSR contribue non seulement au développement académique, mais aussi au bien-être de notre communauté, en inculquant aux futur·es professionnel·les un esprit de service et de solidarité.

Nous tenons également à souligner le travail honnête, collaboratif et constructif de Viviane Luisier, Alicia Pary et Aude Martenot, ainsi que le professionnalisme dont elles ont fait preuve dans le suivi de la mise

en œuvre du projet de soutien à la formation des étudiant·es en soins infirmiers du département de Matagalpa, au Nicaragua.

Nous sommes convaincues que cet effort collectif a eu des résultats positifs et durables en matière de soins de santé de qualité dans la région. Nous vous remercions sincèrement de votre confiance et espérons continuer à renforcer nos liens d'amitié. Merci beaucoup.

Avec gratitude et respect,

Martha del Socorro Gonzalez Altamirano, Directrice UNAN

Jacqueline Johana Salgado Matus, Coordinatrice Soins infirmiers, UNAN

De la Suisse à l'Argentine: un tsunami de grande solidarité

par Sergio Ferrari

Le 50^e anniversaire du Coup d'État de 1976 en Argentine n'est pas passé inaperçu, ni en Suisse ni dans plusieurs villes européennes. Des dizaines d'activités, organisées tout au long du mois de mars, ont rapproché le Vieux Continent de la lutte antiautoritaire latino-américaine. Le point culminant a eu lieu le 24 mars, jour même du fatidique Coup d'État. Alors que des centaines de milliers de personnes occupaient les rues et les places de Buenos Aires (ainsi que de nombreuses capitales provinciales et de villages), des hommages ont été rendus à Genève et à Berne à la résistance sociale et populaire, ainsi qu'aux 30 000 personnes disparues.

Solidarité active, solidarité politique, où le passé s'est mêlé au présent: la condamnation de la dictature de Videla a coïncidé avec le rejet de plus en plus grand de la part de la communauté internationale envers le gouvernement négationniste de Javier Milei.

Mémoire, Vérité et Justice

Pour la quarantaine d'organisations argentines, latino-américaines, suisses et européennes ayant signé la Déclaration du Coup d'État de 1976 au projet néolibéral de Milei, il s'agissait de dévoiler devant l'opinion publique le projet économique-social antipopulaire appliqué depuis décembre 2023, qui présente de grandes similitudes – presque une continuité linéaire – avec celui des militaires de l'époque.

Élaborée conjointement par



Activité à Berne en hommage à la résistance argentine pendant la dictature et contre le gouvernement de Javier Milei, 24 mars 2026 © Italo Cherubini

Nunca Más, Argentinos para la Victoria Province 25 (régional suisse), l'Association El Periscopio d'anciens prisonniers politiques de Coronda, le Jardin des Disparus, Latino Lab et AMIS, cette Déclaration a bénéficié du soutien de personnalités helvétiques reconnues. Parmi elles, des sénateurs et députés nationaux, ainsi que des dirigeants des principaux syndicats. Elle a constitué le cadre politique, conceptuel et consensuel de toutes les activités promues en Suisse.

Solidarité multipliée

À partir du 2 mars et jusqu'à la fin du mois, une dizaine d'activités très diverses se sont déroulées à Genève et à Berne. Parmi elles: la broderie d'un patchwork pour la mémoire; la présentation de livres et la projection de films; un colloque universitaire avec exposition de photos à l'Université de Genève, ainsi qu'une conférence vidéo avec le Collectif INTER-

MESAS des Espaces de Mémoire d'Argentine.

Ce marathon de solidarité, qui a réuni plus d'un millier de personnes, s'est symboliquement achevé le 28 mars au Jardin des Disparus de Genève. Ce fut un hommage ému à tous ceux, hommes et femmes, jeunes, adultes ou bébés nouveau-nés, qui, en Argentine et sur tout le continent, sont disparus, morts ou ont souffert dans leur propre chair de la répression et de la torture.

Ces célébrations réactualisent l'histoire et la rapprochent des résistances actuelles. Elles réaffirment l'importance de la MÉMOIRE comme construction sociale collective et comme antidote pour que la brutalité dictatoriale ne se reproduise pas. Elles invitent à réinventer une nouvelle solidarité où les luttes «là-bas» nourrissent les combats «ici» et vice-versa.

Traduction:
Rosemarie Fournier

La Suisse a été fidèle à ses habitudes en matière de coopération internationale pour l'année 2025

Alliance Sud révélait récemment que la Suisse était loin d'avoir atteint en 2025 la recommandation des Nations Unies pour les pays riches d'allouer 0,7 % du revenu national brut (RNB) à la coopération internationale. En effet, les chiffres montrent que la Confédération n'a consacré en 2025, hors coûts de l'asile, que 0,36 % de son RNB à ce secteur, soit une baisse par rapport à l'année 2024 où ce taux atteignait 0,37%.

Même si cela ne constitue pas une nouveauté pour la Suisse qui n'a jamais atteint cet objectif de 0,7%, cette réduction des

dépenses par rapport à l'année 2024 est intervenue pendant une année où de nombreuses catastrophes humanitaires liées à des conflits se sont aggravées et où les besoins dans les pays du Sud n'ont cessé d'augmenter, notamment dans des domaines comme la santé et à l'éducation. Le coût humain de ces coupes budgétaires ne doit par conséquent pas être négligé.

La Suisse, qui fait partie des pays qui ont largement les moyens d'investir plus dans la coopération internationale, a donc décidé de continuer, une fois de plus, à mener une politique

qui va à l'encontre des valeurs qu'elle revendique. Et l'avenir ne s'annonce pas meilleur puisque, comme le souligne Alliance Sud, le Conseil fédéral prévoit de nouvelles coupes dans la coopération internationale, et ceci malgré un excédent budgétaire sur l'année 2025. Il est alors légitime de se demander si l'objectif des coupes budgétaires dans ce secteur n'est en réalité pas simplement un choix idéologique visant à empêcher une redistribution, aussi faible soit-elle, des richesses du Nord vers les Sud.

Assemblée générale de la CSSR

La CSSR tiendra son AG annuelle le

vendredi 22 mai à 18h,
au Café de la Croix-Verte,
à Nyon (7 rue Perdtemps).

L'occasion de se revoir, de tirer un bilan de l'année écoulée et de discuter du 90^e anniversaire de l'association qui s'approche à grands pas.

Vous êtes toutes et tous bienvenu-es!

Table ronde: Appel au boycott

Nous sommes navré-es de l'erreur de date qui a été transmise dans notre précédent bulletin. Suite à un autre événement important, la soirée sur le Boycott Teva-Mepha a été déplacée.

Elle se tiendra le

mardi 28 avril 2026 à 18h

à la Maison Internationale des Associations (salle Gandhi),
15 rue des Savoises, Genève.



Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, 1205 Genève – Tél: +41 22 329 59 37
info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** IBAN CH67 0900 0000 1706 6791 8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Timothée Binoth, Viviane Luisier, Aude Martenet, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1200 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an